

William Nordhaus et Paul Romer sont les lauréats 2018 du « prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel », habituellement dénommé Prix Nobel d'économie.

Climat : deux Nobels pyromanes

Comment les élites mondiales abordent-elles la crise environnementale ? Deux évènements quasi-simultanés du mois d'octobre 2018 sont révélateurs : la publication du rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) et la nomination des nouveaux lauréats du Nobel d'économie William Nordhaus et Paul Romer. Par **Gareth Dale**.

Le rapport du GIEC reflète une inquiétude croissante chez les experts qui réclament une action urgente (1). Mais le GIEC continue de sous-estimer le risque de non-linéarités catastrophiques, à l'instar du brutal réchauffement qui a touché la planète durant le Dryas récent il y a douze mille ans, ou le risque d'une cascade de points de bascule climatiques susceptible de déclencher un réchauffement non maîtrisable. Ce rapport évoque certes ces points de bascule, mais pour les réduire à des phénomènes régionaux et limités dans l'espace. Surtout, ces phénomènes ne sont pas cités dans le résumé à l'intention des décideurs, de sorte que la plupart des médias dans le monde omettent de les évoquer.

Scenarios de rupture

Cela s'inscrit dans la tradition du GIEC que d'ignorer les pires scénarios possibles. Cette attitude est comparable avec le lancer de couteau : les amateurs du genre préfèrent ignorer le risque de blesser leur partenaire de jeu parce qu'une telle probabilité est estimée à une chance sur dix.

Un conservatisme similaire se retrouve dans les transformations socioéconomiques proposées par le GIEC. La politique du GIEC est parfaitement conforme au modèle économique actuel.

Des versions antérieures de ses rapports ont été édulcorées et affaiblies au fil des relectures, de la part de politiques et de multinationales, parfois mouillés jusqu'au cou dans l'industrie du pétrole. Les voix dissonantes ont été étouffées. Le résultat est un programme adossé aux mécanismes du

marché et à l'utopie techniciste. Et il exhale une confiance abusive dans l'espoir que des technologies qui restent encore à inventer ou pas encore éprouvées (comme la capture et le stockage de carbone) puissent colmater la fissure. Il se com-

plaît dans un « refileage » de bébé aux générations futures.

Idéologie néoclassique

En matière économique, le GIEC prétend à la neutralité, mais il prête en réalité allégeance à l'idéologie néoclassique dominante. Il clame que le vecteur principal du changement climatique est « la propagation de la consommation matérielle à base de combustibles fossiles et l'évolution des modes de vie. » Le cours du monde économique serait ainsi mené par nous, consommateurs. Aucune mention n'est faite du rôle économique central joué par les multinationales, dont un pour cent représente 71 % des émissions de gaz à effet de serre. (2)

Aucune mention du fait que l'économie mondiale pourrait n'être au fond qu'un système d'accumulation compétitive du capital destiné à maximiser les profits, sans une quelconque considération des besoins humains.

Dans le chapitre intitulé « Les pistes de l'atténuation », l'un des économistes les plus cités, en particulier dans un passage concernant les politiques déterminant le prix du carbone, est un économiste de Yale, William Nordhaus.

Les deux Nobels

L'autre grande nouvelle du mois d'octobre est précisément que ledit Nordhaus, avec Paul Romer, professeur à l'université de New York – a reçu le prix communément appelé Nobel de l'économie. En réalité, il s'agit du prix de la Banque de Suède en sciences économiques. En le créant, l'objectif de la Banque était de défendre une conception purement scientifique de l'économie, en mettant de côté son aspect politique.

L'approche de Nordhaus concernant l'économie de l'environnement a été parfaitement résumée par la chercheuse Alyssa Battistoni : Nordhaus minimise en permanence les risques du changement

Les solutions du GIEC : technologie et mécanismes de marchés

climatique et promeut un « taux réduit » dans le modèle coûts-bénéfices. Ce taux est un paramètre qui mesure la richesse des générations futures par rapport à celles des générations actuelles. Si par exemple le taux est de zéro, cela signifie que les générations à venir sont traitées sur un pied d'égalité avec nous. Un taux positif signifie que leur bien-être est réduit, au regard de l'impact des politiques actuelles.

La politique du taux réduit se comprend mieux en analysant deux débats impliquant Nordhaus. Le premier a eu lieu avec Nicholas Stern. Cet ancien vice-président de la Banque mondiale a un cursus analogue à celui Nordhaus. Mais il défend la sobriété écologique, contrairement à Nordhaus qui renvoie dans les cordes les scientifiques alarmistes en leur conseillant d'aller « prendre un calmant ».

Les générations futures se débrouilleront

Stern défend l'idée d'un taux faible à 1,4%. Et il plaide pour des réductions d'émissions rapides et décisives pour les générations futures. Il pense qu'il est moralement inexcusable d'imposer à nos descendants les coûts des problèmes que nous gérons.

Nordhaus propose lui un taux de... 6%. Et argumente qu'une croissance rapide et continue aidera à résoudre les problèmes posés par la crise climatique ! Sans voir que ladite croissance, de bien des manières, ne fera qu'empirer cette crise. Mais il va plus loin en rejetant le taux faible proposé par Stern. Ce taux impliquerait dans la prose de Nordhaus de reconnaître que « la planète est proche d'un précipice climatique », ce qui exigerait de toute « être sensé » de « reconsidérer les politiques en cours » : horresco referens !

Si Nordhaus milite pour un tel taux, c'est parce que, plus encore que le Giec, il ignore les effets de seuils. Ce qui est ressorti clairement d'un débat avec l'économiste de Harvard, Marty Weitzman. (3) Weitzman a fait remarquer que les modèles climatiques de Nordhaus prennent faiblement en compte la probabilité d'un changement climatique accéléré. A cela Nordhaus répond avec une dédaigneuse insouciance. A l'hypothèse d'un chaos climatique, il répond avec un haussement d'épaules que les humains réagiront en « mettant en œuvre des politiques de mitigation, rapides et radicales », dont la géo-ingénierie, afin de juguler les conséquences de la crise climatique.

Mais il y a pire. Les politiques de William Nordhaus conduiraient à elles seules à une catastrophe mondiale. Ses modèles prévoient que l'augmentation des concentrations, actuellement autour de 460 ppm, n'a pas besoin d'être ralentie en dessous du seuil de 700 ppm. Comme le résume Weitzman, le programme de Nordhaus soumettrait la planète à un choc climatique colossal, et il ne se soucie pas de souligner « la nature encore sans précédent de cette expérimentation planétaire ».

Réglementation ou incitation

L'approche de Nordhaus, et moins dogmatiquement celle du Giec, sont sous-tendues par la foi

selon laquelle la réduction des émissions de gaz à effet de serre exige des incitations pour sevrer progressivement les multinationales de leur dépendance aux hydrocarbures à travers des mécanismes de prix, plutôt qu'une interdiction des combustibles fossiles. Dans un de ses articles, Nordhaus discute des méthodes du déplaçonnement, des taxes sur le carbone, mais évacue l'hypothèse d'une forte régulation étatique sans même dire pourquoi. Pour Nordhaus, rien ne doit entraver l'accumulation du capital. Comme il l'a dit à ses étudiants après avoir reçu le prix : « Ne laissez personne vous écartier de votre travail qui est la croissance économique. »

Paul Romer

La croissance est également le fonds de commerce de l'autre lauréat 2018 du Nobel d'économie, Paul Romer, rejeton d'un homme d'affaires et constructeur d'aéroport, gourou de la croissance. Il propose ainsi de transformer l'anglais en un langage phonétique parce que cela augmenterait le taux de croissance. Il pense aussi que des villes franches dans le Sud gouvernées par des acteurs étrangers seraient idéales pour la croissance. Les analyses de Paul Romer sont déterminées par l'objectif de gagner des points de croissance, de façon indéfinie. Il a ainsi modélisé la théorie de la croissance endogène.

Cette théorie se focalise sur le rôle de la technologie et du savoir – le capital humain, dans le jargon économique. Elle a ses prédécesseurs. L'économiste allemand du XIXe siècle Friedrich List parlait lui de « capital mental » comme la source du pouvoir productif d'une nation. Durant le même siècle, la science a été mise au service de l'industrie, thème rarement abordé en économie politique classique, sauf par Karl Marx.

Joseph Schumpeter (1883-1950) fut l'économiste le plus conscient de ce phénomène. Dans l'entre-deux guerres, il identifia la « R&D (Recherche & Développement) bureaucratifiée » comme étant vitale pour la supériorité compétitive des grandes multinationales. Il vanta l'innovation et l'entrepreneuriat comme étant des moteurs de croissance, des moteurs à encourager par des rentes de monopole.

Dans les décennies suivant la guerre, la théorie de la croissance exogène reconnaissait le rôle de la science et de la technologie mais les considérait comme des biens publics, étrangers à la sphère du marché et des firmes. Elle désignait l'expansion du capital et du travail comme source de croissance. Ces derniers sont susceptibles de connaître des économies d'échelle décroissantes et peuvent ainsi tendre vers un état sans croissance.

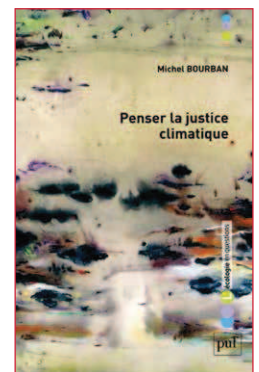
Tout doit profiter à la croissance

Romer a cherché à bouleverser cette théorie sur les deux tableaux. En postulant que l'alliance connaissance/technologie, susceptible d'augmenter les économies d'échelle, est l'élixir de la

La crise climatique vous inquiète ?

« Allez prendre un calmant. »

William Nordhaus



Penser la justice climatique

Docteur en philosophie, Michel Bourban rappelle Tocqueville à l'attention du 1% des plus favorisés : se soucier de l'intérêt général est une condition de son propre bien-être. Et conclut en espérant un autre monde qui ne soit plus dominé par les lobbies économiques. *Penser la justice climatique*, PUF, 2018, 430 p.

croissance, il met de côté les limites physiques attachées au travail et au capital. Les sciences, les compétences et les savoir-faire sont convoqués comme un « X factor » imaginaire, une mystérieuse sorte de surplus cognitif et technologique supérieur à celui déjà incarné dans le travail et les biens.

Cette théorie de la croissance endogène a été rejetée par certains économistes car elle repose sur des « supputations sur la manière dont des éléments non mesurables affectent d'autres éléments tout

Le climat ou la croissance ? La croissance. Paul Romer

aussi peu mesurables. » En prétendant avoir apporté une caution scientifique au credo selon lequel l'horizon de la croissance s'étire à l'infini, Romer trouve un soutien chez les économistes et les politiques, qui ne demandent qu'à y croire.

L'autre fondement de la théorie de la croissance exogène que sape Romer est que la connaissance doit être traitée comme un bien public. Or si l'on veut que les firmes se sentent encouragées à investir dans la R&D, dit-il, la connaissance doit faire l'objet d'un monopole.

Privatisation de la connaissance

La propriété intellectuelle aide les firmes à contracter des rentes de monopole, permettant ainsi un retour sur investissement. Dans ses termes : « Cette théorie de la croissance endogène a requalifié la technologie comme un bien non public, et comme un bien sujet à un contrôle privé. » La croissance dans la doctrine de Romer est conduite par un changement technologique mis en œuvre « par des agents maximisant le profit » (c'est-à-dire le secteur privé).

Il n'est guère étonnant que cette théorie de la croissance endogène ait fait fureur dans les années 1990. Elle promouvait la mondialisation, car l'intégration au marché mondial selon ses termes « augmentera les taux de croissance » directement. Cette théorie est ouvertement néolibérale en insistant sur le fait que la connaissance est un champ qui doit faire l'objet d'un monopole privé. Tout en reconnaissant le rôle du gouvernement dans son rôle d'aide au secteur privé avec du « capital humain », cette théorie était plus flexible que certaines variantes du néolibéralisme. L'Etat, pensent Romer et consorts, doit aider le capital en construisant des infrastructures et en stimulant la R&D. Ce qui ne devrait surtout pas être vu comme un détournement de fonds publics, mais comme un investissement en capital humain. Tout cela explique pourquoi cette théorie a été considérée comme la troisième voie par Tony Blair et Gordon Brown.

Insouciance climatique

L'économie environnementale n'est pas la spécialité de Romer, mais ses positions ressemblent à celles de Nordhaus. Lorsqu'on lui demande de commenter le dernier rapport du GIEC, Romer fait une réponse aussi blasée que celle de son collègue : « Une fois qu'on se mettra à réduire les émissions de carbone, on sera étonné de voir que

cela ne sera pas aussi difficile que prévu. » Il écarte d'un revers de la main ceux qui émettent des prévisions alarmistes. Car réduire les émissions de carbone tout en « soutenant la croissance » serait « tout à fait possible ».

Lorsque les générations futures passeront en revue la triste galerie rétrospective des complices du chaos climatique, lequel de nos lauréats choisiront-elles ? William Nordhaus ? Après tout, son taux réduit a été conçu pour réduire leurs conditions de vie. Elles se souviendront aussi de sa tentative de traduire toutes les questions éthiques écologiques en une analyse utilitariste coûts/bénéfices, de son ignorance complaisante des risques d'embarquées environnementales, de ses moqueries envers ceux qui militent pour le climat et qui demandent des actions urgentes, et de sa minimisation des dangers posés par un scénario de 700 ppm.

D'autres choisiront plutôt Paul Romer. Sa promotion de la rente monopolistique et du pouvoir des multinationales soutient le régime néolibéral étranger à tout projet de transformation de la capacité productive de la société qu'exigeraient des réductions draconiennes d'émissions. Et Romer a fait plus que tout autre économiste pour faire passer le paradigme de la croissance comme un phénomène naturel.

Décroissance

En ce qui concerne la crise écologique, la croissance doit être désacralisée. Certains secteurs devront en revanche se développer rapidement comme le transport public, l'énergie renouvelable, la forêt, l'isolation des bâtiments. D'autres secteurs, surtout au Nord devraient décroître : publicité, automobile, aviation, secteur militaire, viande (surtout le bœuf) et les modes de vie très carbonés des 20% les plus riches.

De telles exigences auront peu de succès si les citoyens sont éparpillés dans leurs sphères privées. Mais la résistance à l'oppression sur tous les fronts émerge de façon récurrente et peut se développer. C'est à travers un combat écologique que les sujets collectifs peuvent s'exprimer et faire changer les choses.

Kate Pickett et Richard Wilkinson (4) montrent que la mobilisation pour la justice sociale encourage un sens plus riche de la communauté, de l'esprit public et de la solidarité indispensable pour construire un avenir écologique et juste. Si un sens de la solidarité s'étend au-delà de notre famille et de nos frontières, elle s'étendra également dans le temps, embrassant les vies des générations à naître et imposera le silence aux nouveaux lauréats du Nobel d'économie. ■

Notes

- (1) IPCC, *Global Warming of 1.5°C*, 8 octobre 2018.
- (2) CDP, Paul Griffin, *The Carbon Majors Database CDP Carbon Majors Report 2017*, 2017.
- (3) https://projects.iq.harvard.edu/files/heep/files/dp11_weitzman.pdf
- (4) Coauteurs de *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Les petits matins, 2013.

Gareth Dale
est économiste et enseigne à la Brunel University à Londres. Il a écrit des ouvrages, non traduits, sur Polanyi, et un ouvrage critique de la croissance *Green Growth* (Zed books, 2016).
Site : <https://www.brunel.ac.uk/people/gareth-dale>